

M. l'Orateur: Cette question pourrait être inscrite au *Feuilleton*. Si l'honorable député considère qu'il y a urgence, elle peut être débattue au moment de l'ajournement.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES PROTESTATIONS RELATIVES À LA MODIFICATION DU PROJET DE LOI

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Le ministre a-t-il reçu des protestations des chefs syndicaux canadiens concernant la modification du projet de loi de l'assurance-chômage présentée par le gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Pas encore, monsieur l'Orateur.

* * *

LES PÊCHES

L'INTERDICTION DE LA PÊCHE À LA BALEINE—LA FERMETURE D'UNE USINE EN NOUVELLE-ÉCOSSE—L'INDEMNISATION DES PROPRIÉTAIRES ET DES EMPLOYÉS—L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE INDUSTRIE.

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Environnement. Comme environ 67 p. 100 de la production de l'usine de transformation des produits de la baleine située à Bladford, en Nouvelle-Écosse, est destinée à la consommation humaine et que la fermeture de cette industrie met en chômage une centaine d'employés de terre en plus des équipages de bateaux, le gouvernement a-t-il l'intention d'établir une nouvelle industrie dans cette région pour éliminer ce chômage et versera-t-on des indemnités aux propriétaires de l'usine et à leurs employés?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, nous étudions des mesures, du genre aide de transition, pour aider tant les propriétaires que les employés à trouver d'autre travail.

L'INDEMNISATION DES PÊCHEURS LÉSÉS PAR LA RÉDUCTION DES PRISES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêches. Elle est apparentée plutôt que supplémentaire à la précédente. Vu la baisse de 25 p. 100 dans le total des prises de poisson, dans les provinces atlantiques, et étant donné que l'état de la glace va poser de graves problèmes cette année et sans doute réduire les prises, quelles mesures le minis-

Questions orales

tre prend-il pour indemniser les pêcheurs qui vont subir de lourdes pertes par suite de ces deux facteurs?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de signaler que le total du revenu des pêcheurs de la côte est a sensiblement augmenté, soit de 10 p. 100 par rapport à celui de l'an dernier.

M. McGrath: Une réponse cavalière comme celle-là ne vous servira pas à grand-chose, Jack.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que le député de Provencher veut poser une question se rapportant à une question antérieure.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME DE FORMATION EN COURS D'EMPLOI—LE PETIT NOMBRE DES DEMANDES

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Celui-ci a signalé à la Chambre, tant hier qu'aujourd'hui qu'il s'inquiétait de ce que le ministère ne reçoive pas suffisamment de demandes dans le cadre du programme de formation en cours d'emploi. S'est-il informé auprès de ses fonctionnaires des causes possibles de ce peu de demandes?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous avons des entretiens à ce sujet.

M. Epp: Le ministre voudrait-il faire en sorte de savoir si les fonctionnaires de son ministère ne posent pas aux hommes d'affaires et aux propriétaires de petites entreprises des régions rurales des questions qui obligent tout simplement ces derniers à renoncer au programme?

M. l'Orateur: Le député de Sarnia Lambton a la parole.

* * *

LES TRANSPORTS

LE RECOURS AUX PILOTES DANS LES EAUX LIBRES DES GRANDS LACS

M. Jack Cullen (Sarnia-Lambton): Monsieur l'Orateur, à me lever sans arrêt je fais plus d'exercice à la Chambre aujourd'hui que j'en ai fait au cours des trois dernières semaines. J'ai une question pour le ministre des Transports. Étant donné que les navires étrangers naviguant sur les Grands lacs transportent souvent du fret qui présente un danger potentiel pour l'environnement en raison du risque de collision ou d'échouement, le ministre peut-il assurer à la Chambre et au pays que l'on ne mettra pas fin à l'obligation de recourir à un pilote dans les eaux libres des Grands lacs?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il n'est pas question pour l'instant de supprimer les pilotes.